

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Crise à la SEEG : des agents font leur mea-culpa !

R.H.A  
Libreville/Gabon

**A**LORS que certains de leurs leaders syndicaux sont retenus depuis lundi à la Direction des contre-ingérences et de la sécurité militaire (DGCISM), communément appelée "B2", en lien avec la crise qui prévaut à la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), notamment pour

répondre des faits présumés de destruction de biens d'autrui et séquestration de personnes, les voix – celles de leurs collègues et des autres – se sont élevées pour faire le mea culpa attendu par le chef de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema.

Après avoir passé un peu plus de trois jours loin de leurs familles aussi bien professionnelles que biologiques, il est temps pour certains agents "de mettre un

peu d'eau dans leur vin". C'est du moins ce qui ressort de la déclaration faite hier par le collectif des délégués syndicaux et du personnel de la SEEG, en colère pour non-paiement de leur 13e mois. "Des propos malencontreux et diffusés sur les réseaux sociaux le 10 décembre 2023 ont été tenus contre votre autorité. Face à cet incident, nous collectif des délégués syndicaux et délégués du personnel de la SEEG, nous venons très respectueusement présenter nos excuses et solliciter votre indulgence envers nos collègues incriminés", regrettent les intervenants dans leur déclaration.

Ils ont par ailleurs été soutenus par leurs camarades de la Confédération syndicale



Photo: AEE

**Les délégués syndicaux et le personnel de la SEEG ont plaidé pour leurs collègues.**

gabonaise (Cosyga). Lesquels ont demandé la libération des sept syndiqués de la SEEG.

"Au nom et pour le compte de nos camarades de la SEEG, très respectueusement, la Cosyga et son secrétaire général viennent

vous présenter les excuses des syndicalistes de la SEEG. Après concertation ce jour au siège de la Cosyga, nous implorons votre magnanimité et votre pardon pour la relaxe de nos différents camarades."

## Oligui Nguema à Clean Africa : une visite en guise d'encouragement



Photo: DR

**Le président de la Transition a encouragé les personnels de Clean Africa.**

S.A.M  
Libreville/Gabon

**L**E président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, s'est rendu à la base de la société Clean Africa, qui se trouve dans le 5e arrondissement de Libreville. Il y a visité le centre de tri de déchets et les ateliers soudure et mécanique.

Au terme des instants d'échange avec les populations, le chef de l'État a salué les efforts de l'ensemble des salariés pour assainir la capitale. Il a ensuite évoqué les solutions en cours susceptibles d'améliorer leurs conditions de travail, notamment avec la mise en place d'une assurance maladie, entre autres. Par ailleurs, le président de la Transition a saisi l'occasion pour inviter les agents à plus de civisme et de responsabilité. Notamment en ce qui concerne le droit de grève et

les différents mouvements d'humeur. Cette sortie "a permis au numéro un gabonais de s'entretenir avec ses compatriotes engagés au sein de la société d'État Clean Africa. Il nous a ainsi réaffirmé sa volonté de nous accompagner dans notre sacerdoce, celui de rendre la ville propre", ont souligné les responsables de cette société sur leur page Facebook. Pour mémoire, Clean Africa est une entreprise étatique qui emploie 840 agents de nationalité gabonaise avec pour activités la collecte des ordures ménagères, l'assainissement des points d'apport volontaires (PAV), la gestion de la décharge publique, le nettoyage des plages, la fabrication de bennes et abri-bac et tôle box (ateliers métallurgique et mécanique) et enfin la valorisation des déchets. Avec une capacité de ramassage de 600 tonnes d'ordures/jour.

## Décharge de Mindoube : Oligui Nguema reloge les squatters

Serge A. MOUSSADJI  
Libreville/Gabon

**L**E 12 décembre 2023 restera à jamais gravé dans la mémoire de dix familles qui habitent au pied de la décharge de Mindoube. Elles ont, en effet, reçu ce jour-là, des mains du président de la Transition les clés de leurs nouveaux logements.

Cet événement intervient dans le cadre du projet de relogement des squatters et de celui concernant l'extension de la décharge publique de Mindoube. Elle s'est déroulée en présence du Haut-Commissaire à l'Environnement, du directeur de la Société nationale immobilière (SNI), des responsables de l'entreprise Clean Africa et du ministre de l'Intérieur.

Au cours de cette visite, le chef de l'État a échangé avec les familles ayant élu domicile en ces lieux et dont le programme de déguerpissement prévoit un relogement assaini et viable dans la zone de Bikelé à travers des villas de plain-pied de type



Photo: DR

**Le chef de l'Etat a doté de logements décents dix familles de squatters de la décharge publique de Mindoube.**

F4, dotées de trois chambres construites en 31 jours par la Société nationale immobilière (SNI).

Cette action du nouveau locataire du Palais du bord de mer vient mettre un terme à de tristes attermolements de la part de l'ancien régime sur la question du relogement des squatters de la décharge. Population qui était pourtant quotidiennement soumise à

des risques d'éboulement de terrain, de maladies hydriques, de maladies respiratoires dues à l'inhalation des gaz nocifs et des fumées dégagés par l'immense tas d'immondices.

Ces Librevillois s'étaient même habitués, au fil des années, aux missions d'inspection organisées par les anciens responsables de l'Hôtel de Ville et du gouvernement et aux promesses de relogement jamais tenues.